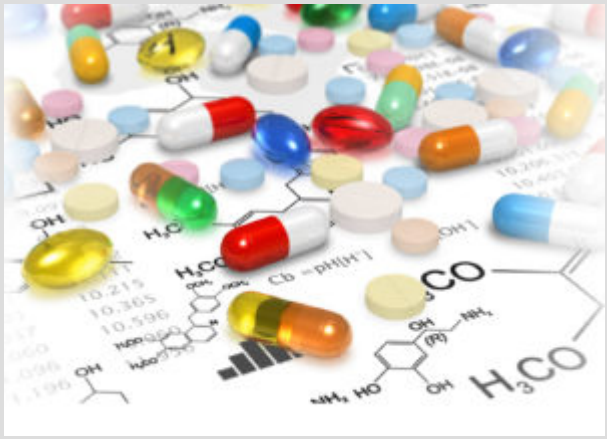
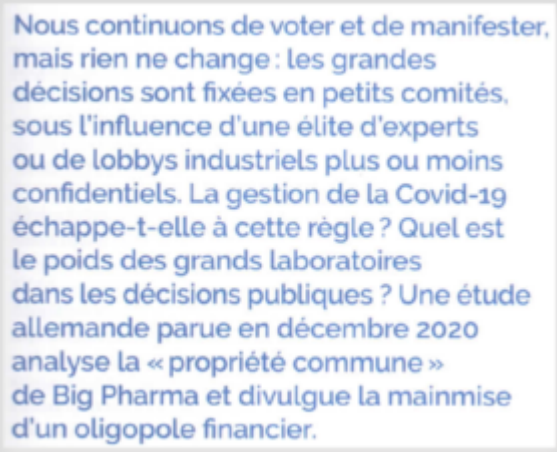
COVID : LIENS FINANCIERS MÉDECINS/BIG PHARMA



Comme précisé dans un précédent billet, c'est avec l'aimable autorisation de Madame Kim Anh Lim, rédactrice en chef du magazine **NEXUS**, (1) que je vous propose in extenso un article extrait du N° 136 (Septembre/Octobre 2021) traitant du poids des grands laboratoires pharmaceutiques dans les décisions publiques.


Nous continuons de voter et de manifester, mais rien ne change : les grandes décisions sont fixées en petits comités, sous l'influence d'une élite d'experts ou de lobbys industriels plus ou moins confidentiels. La gestion de la Covid-19 échappe-t-elle à cette règle ? Quel est le poids des grands laboratoires dans les décisions publiques ? Une étude allemande parue en décembre 2020 analyse la « propriété commune » de Big Pharma et divulgue la mainmise d'un oligopole financier.

Pour mes lecteurs et lectrices qui n'auraient pas le temps de consulter l'article dans son entièreté (6 pages !), je résume ci-après les grandes lignes de l'enquête.

- Les membres du Conseil scientifique qui décident de nos destinées sanitaires se disent tous indépendants mais ils sont en réalité sous l'influence des laboratoires.
- C'est grâce à la base **Transparence Santé** et à une enquête **Médiapart**

que l’enquête Nexus à pu mettre en lumière les révélations publiées.

- Parmi les médecins dont les liens avec Big Pharma ont été mis en évidence, l’on trouve des noms très connus : M. Denis Malvy – Bruno Lina – Yazdan Yazdanpanah – Jean-François Delfraissy – Jean-Philippe Spano – Dominique Valeyre – Karine Lacombe – Christian Chidiac…
- Les 96 signataires de la Tribune appelant à l’obligation vaccinale des soignants se sont partagés 8,8 millions d’euros de liens financiers.
- L’industrie pharmaceutique a versé aux professionnels de santé 7 milliards d’euros dans 11 pays européens en 3 ans (2017-2019).
- Au nom de la crise sanitaire on débloque des budgets exceptionnels pour financer la Recherche et le Développement de remèdes urgents. Cet argent bénéficie d’abord aux seuls laboratoires pharmaceutiques.
- En Europe les subventions ont pris la forme de prêts, puis la forme d’acomptes non remboursables versés au sein de contrats d’achats anticipés. 2,7 milliards d’euros ont ainsi été versés à AstraZeneca, Sanofi, Janssen, Pfizer, Moderna…
- La Commission européenne n’a mis en ligne que des contrats partiellement lisibles au prétexte du secret des affaires et de la confidentialité des données.
- Les clauses de responsabilité des vaccins prévoient en cas d’effets secondaires l’indemnisation des victimes par les États.
- Triple peine pour le contribuable qui finance la Recherche, paie les vaccins et supporte le coût des effets secondaires.
- L’oligarchie économique est concentrée sur 147 entreprises qui détiennent à elles seules 40% de la richesse mondiale.
- 50% du capital des grands laboratoires sont détenus par des actionnaires communs qui possèdent également des participations dans des entreprises rivales.
- Les versements aux actionnaires ont augmenté de 400% en 20 ans.
- Les grands investisseurs VANGUARD – SSGA – BLACKROCK – STATE STREET – BARCLAYS GLOBAL INVESTORS sont présents dans les labos pharmaceutiques.
- STATE STREET était engagé en 2019 auprès de 64 sociétés pharmaceutiques.
- Les grands investisseurs à moins de 10% sont considérés passifs mais restent actifs en intervenant dans la stratégie des entreprises.

Au final, tout est conforme à l'idéologie néo-libérale : la maîtrise des marchés par la recherche constante du profit. Ce ne sont plus les États qui contrôlent l'économie mais bien les multinationales «*grâce à leur pouvoir d'investissement dans les services publics*». On peut dès lors se demander si une politique vaccinale n'est pas avant tout une affaire de gros sous. Souvenez-vous du slogan «*Vaccinez-vous pour retrouver une vie normale*» (sous-entendu pour travailler et consommer) et moi qui pensais que c'était pour éviter la maladie. Quel grand naïf !

Je vous propose de terminer ce billet par une petite vidéo de 5 minutes très révélatrice de l'étroite collusion entre les industriels du médicament et les politiques.

(1) Après l'avoir sollicitée, Madame Kim Anh Lim m'a accordé l'autorisation de reproduire des enquêtes de son magazine dans des conditions particulières que je dois respecter. Je la remercie.

Photo : Internet – Source : Nexus – Vidéo : Internet Canal Plus.